



Guillaume
GOUFFIER VALENTE
Député du Val-de-Marne
Secrétaire de la Commission des Lois
Vice-Président de la Délégation aux droits des femmes

Monsieur Emmanuel MACRON
Président de la République
Palais de l’Élysée
55 rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris

Paris, le 12 novembre 2025

Monsieur le Président de la République,

Le 21 novembre prochain se tiendra à Johannesburg, en marge du G20, la Conférence de clôture de la huitième reconstitution des ressources du Fonds mondial, qui vise à mobiliser 18 milliards de dollars pour la période 2026-2028 afin de sauver 23 millions de vies supplémentaires et de prévenir 400 millions d’infections entre 2027 et 2029.

À l’approche de cette échéance capitale pour l’avenir de la santé mondiale, nous, parlementaires engagés sur les questions de solidarité internationale, tenons à exprimer notre profonde inquiétude quant au niveau de contribution que la France s’apprête à annoncer.

Dans un contexte de très fortes contraintes sur les finances publiques, nous souhaitions rappeler que le Fonds mondial est un instrument unique et efficace, qui a fait ses preuves. Dans son rapport 2025 sur les résultats, le Fonds mondial précise que depuis sa création en 2002, les nouvelles infections à VIH ont diminué de 73%, et les décès liés au sida de 82% dans les pays bénéficiaires. La protection contre le paludisme en Afrique subsaharienne a été démultipliée, bénéficiant aujourd’hui à 692 millions de personnes. En 2023, la couverture du traitement de la tuberculose dans les pays où le Fonds mondial opère s’est élevée à 75 % – le plus haut niveau à ce jour.

L’innovation s’accélère, et la huitième reconstitution des ressources du Fonds mondial est l’occasion d’affirmer des choix ambitieux permettant d’offrir aux générations futures un monde libéré des maladies infectieuses les plus meurtrières. Ainsi, la mise à disposition à grande échelle dans les pays à revenus faible et intermédiaire du Lenacapavir, traitement

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

préventif injectable à action prolongée, révolutionne la lutte contre le VIH et laisse entrevoir la fin de l'épidémie.

Depuis plus de 20 ans, le Fonds mondial est un marqueur de la politique de solidarité de la France. À l'origine de la création du Fonds mondial, elle en est aujourd'hui la seconde contributrice historique et la première donatrice européenne. En accueillant à Lyon en 2019 la 6^e conférence de reconstitution, puis en décidant en 2022 de porter la contribution française à 1,6 milliard d'euros pour le cycle 2023-2025, vous aviez affirmé avec force que la France entendait demeurer en première ligne pour mettre fin aux épidémies de sida, de paludisme et de tuberculose.

De nombreux pays ont récemment réaffirmé leur engagement auprès du Fonds mondial : l'Allemagne, l'Espagne, la Norvège, le Luxembourg, le Portugal, la Suisse, le Danemark, l'Australie et le Royaume-Uni ont déjà annoncé leur promesse de contribution pour la 8^e reconstitution des ressources du Fonds mondial. La stratégie américaine en santé mondiale « America First Global Health Strategy », publiée en septembre 2025, replace également le Fonds mondial comme partenaire clé des États-Unis en matière de santé mondiale.

Une baisse de l'engagement français au Fonds mondial ne constituerait pas un simple ajustement budgétaire mais un signal de renoncement de la France. Nous ne pouvons pas abandonner ce qui a été construit et investi pendant plus de 20 années par l'ensemble de vos prédécesseurs et par vous-même.

Sachant votre engagement permanent pour renforcer le financement et le fonctionnement du Fonds mondial, nous espérons que la contribution de la France demeurera au niveau qui est le sien aujourd'hui.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, en l'expression de notre haute considération.

Guillaume GOUFFIER VALENTE, député du Val-de-Marne

Sandrine JOSSO, députée de Loire-Atlantique

Denis FÉGNÉ, député des Hautes-Pyrénées

Marie-Noëlle BATTISTEL, députée de l'Isère

Béatrice PIRON, députée des Yvelines

Aurélien ROUSSEAU, député des Yvelines

Céline THIÉBAULT-MARTINEZ, députée de Seine-et-Marne

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Christophe MARION, député du Loir-et-Cher

Isabelle SANTIAGO, députée du Val-de-Marne

Jean-Luc FUGIT, député du Rhône

Anne-Cécile VIOLLAND, députée de Haute-Savoie

Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK, députée de Seine-Maritime

Stella DUPONT, députée du Maine-et-Loire

Julie DELPECH, députée de la Sarthe

Camille GALLIARD-MINIER, députée de l'Isère

Colette CAPDEVIELLE, députée des Pyrénées-Atlantiques

Jean-Louis ROUMEGAS, député de l'Hérault

Christine PIRÈS BEAUNE, députée du Puy-de-Dôme

Dominique POTIER, député de la Meurthe-et-Moselle

Arthur DELAPORTE, député du Calvados

Olivier FALORNI, député de la Charente-Maritime

Véronique RIOTTON, députée de Haute-Savoie

Céline CALVEZ, députée de Hauts-de-Seine

Virginie DUBY-MULLER, députée de Haute-Savoie

Karim Ben CHEÏKH, député des Français établis hors de France

Bernard JOMIER, sénateur de Paris

Olivia RICHARD, sénatrice représentant les Français établis hors de France

Akli MELLOULI, sénateur du Val-de-Marne

Jean-Michel ARNAUD, sénateur des Hautes-Alpes

Nadia SOLLOGOUB, sénatrice de la Nièvre

Dominique VERIEN, sénatrice de l'Yonne



Guillaume
GOUFFIER VALENTE
Député du Val-de-Marne
Secrétaire de la Commission des Lois
Vice-Président de la Délégation aux droits des femmes

Monsieur Sébastien LECORNU
Premier ministre
Hôtel de Matignon
57 rue de Varenne
75007 Paris

Paris, le 12 novembre 2025

Monsieur le Premier ministre,

Le 21 novembre prochain, se tiendra à Johannesburg, en marge du G20, la Conférence de clôture de la huitième reconstitution des ressources du Fonds mondial, qui vise à mobiliser 18 milliards de dollars pour la période 2026-2028 afin de sauver 23 millions de vies supplémentaires et de prévenir 400 millions d'infections entre 2027 et 2029.

À l'approche de cette échéance capitale pour l'avenir de la santé mondiale, nous, parlementaires engagés sur les questions de solidarité internationale, tenons à exprimer notre profonde inquiétude quant au niveau de contribution que la France s'apprête à annoncer.

Dans un contexte de très fortes contraintes sur les finances publiques, nous souhaitions rappeler que le Fonds mondial est un instrument unique et efficace, qui a fait ses preuves. Dans son rapport 2025 sur les résultats, le Fonds mondial précise que depuis sa création en 2002, les nouvelles infections à VIH ont diminué de 73%, et les décès liés au sida de 82% dans les pays bénéficiaires. La protection contre le paludisme en Afrique subsaharienne a été démultipliée, bénéficiant aujourd'hui à 692 millions de personnes. En 2023, la couverture du traitement de la tuberculose dans les pays où le Fonds mondial opère s'est élevée à 75 % – le plus haut niveau à ce jour.

L'innovation s'accélère, et la huitième reconstitution des ressources du Fonds mondial est l'occasion d'affirmer des choix ambitieux permettant d'offrir aux générations futures un monde libéré des maladies infectieuses les plus meurtrières. Ainsi, la mise à disposition à grande échelle dans les pays à revenus faible et intermédiaire du Lenacapavir, traitement

préventif injectable à action prolongée, révolutionne la lutte contre le VIH et laisse entrevoir la fin de l'épidémie.

Depuis plus de 20 ans, le Fonds mondial est un marqueur de la politique de solidarité de la France. À l'origine de la création du Fonds mondial, elle en est aujourd'hui la seconde contributrice historique et la première donatrice européenne. En accueillant à Lyon en 2019, la 6^e conférence de reconstitution, puis en décidant en 2022 de porter la contribution française à 1,6 milliard d'euros pour le cycle 2023-2025, le Président Macron a affirmé avec force que la France entendait demeurer en première ligne pour mettre fin aux épidémies de sida, de paludisme et de tuberculose.

De nombreux pays ont récemment réaffirmé leur engagement auprès du Fonds mondial : l'Allemagne, l'Espagne, la Norvège, le Luxembourg, le Portugal, la Suisse, le Danemark, l'Australie et le Royaume-Uni ont déjà annoncé leur promesse de contribution pour la 8^e reconstitution des ressources du Fonds mondial. Malgré des coupes radicales et massives dans leur aide extérieure, la stratégie américaine en santé mondiale « America First Global Health Strategy », publiée en septembre 2025, replace également le Fonds mondial comme partenaire clé des États-Unis en matière de santé mondiale.

Une baisse de l'engagement français au Fonds mondial ne constituerait pas un simple ajustement budgétaire mais un signal de renoncement de la France. Nous ne pouvons pas abandonner ce qui a été construit et investi pendant plus de 20 années par le Président Emmanuel Macron mais aussi par l'ensemble de ses prédécesseurs.

Sachant votre engagement permanent pour renforcer le financement et le fonctionnement du Fonds mondial, nous espérons que la contribution de la France demeurera au niveau qui est le sien aujourd'hui.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Premier ministre, en l'expression de notre haute considération.

Guillaume GOUFFIER VALENTE, député du Val-de-Marne

Sandrine JOSSO, députée de Loire-Atlantique

Denis FÉGNÉ, député des Hautes-Pyrénées

Marie-Noëlle BATTISTEL, députée de l'Isère

Béatrice PIRON, députée des Yvelines

Aurélien ROUSSEAU, député des Yvelines

Céline THIÉBAULT-MARTINEZ, députée de Seine-et-Marne

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Christophe MARION, député du Loir-et-Cher

Isabelle SANTIAGO, députée du Val-de-Marne

Jean-Luc FUGIT, député du Rhône

Anne-Cécile VIOLLAND, députée de Haute-Savoie

Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK, députée de Seine-Maritime

Stella DUPONT, députée du Maine-et-Loire

Julie DELPECH, députée de la Sarthe

Camille GALLIARD-MINIER, députée de l'Isère

Colette CAPDEVIELLE, députée des Pyrénées-Atlantiques

Jean-Louis ROUMEGAS, député de l'Hérault

Christine PIRÈS BEAUNE, députée du Puy-de-Dôme

Dominique POTIER, député de la Meurthe-et-Moselle

Arthur DELAPORTE, député du Calvados

Olivier FALORNI, député de la Charente-Maritime

Véronique RIOTTON, députée de Haute-Savoie

Céline CALVEZ, députée de Hauts-de-Seine

Virginie DUBY-MULLER, députée de Haute-Savoie

Karim Ben CHEÏKH, député des Français établis hors de France

Bernard JOMIER, sénateur de Paris

Olivia RICHARD, sénatrice représentant les Français établis hors de France

Akli MELLOULI, sénateur du Val-de-Marne

Jean-Michel ARNAUD, sénateur des Hautes-Alpes

Nadia SOLLOGOUB, sénatrice de la Nièvre

Dominique VERIEN, sénatrice de l'Yonne



Guillaume
GOUFFIER VALENTE
Député du Val-de-Marne
Secrétaire de la Commission des Lois
Vice-Président de la Délégation aux droits des femmes

A l'attention de Monsieur Jean-Noël BARROT
Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères
Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
37 Quai d'Orsay
75007 Paris

Paris, le 12 novembre 2025

Monsieur le Ministre,

Le 21 novembre prochain se tiendra à Johannesburg, en marge du G20, la Conférence de clôture de la huitième reconstitution des ressources du Fonds mondial, qui vise à mobiliser 18 milliards de dollars pour la période 2026-2028 afin de sauver 23 millions de vies supplémentaires et de prévenir 400 millions d'infections entre 2027 et 2029.

À l'approche de cette échéance capitale pour l'avenir de la santé mondiale, nous, parlementaires engagés sur les questions de solidarité internationale, tenons à exprimer notre profonde inquiétude quant au niveau de contribution que la France s'apprête à annoncer.

Dans un contexte de très fortes contraintes sur les finances publiques, nous souhaitions rappeler que le Fonds mondial est un instrument unique et efficace, qui a fait ses preuves. Dans son rapport 2025 sur les résultats, le Fonds mondial précise que depuis sa création en 2002, les nouvelles infections à VIH ont diminué de 73%, et les décès liés au sida de 82% dans les pays bénéficiaires. La protection contre le paludisme en Afrique subsaharienne a été démultipliée, bénéficiant aujourd'hui à 692 millions de personnes. En 2023, la couverture du traitement de la tuberculose dans les pays où le Fonds mondial opère s'est élevée à 75 % – le plus haut niveau à ce jour.

L'innovation s'accélère, et la huitième reconstitution des ressources du Fonds mondial est l'occasion d'affirmer des choix ambitieux permettant d'offrir aux générations futures un monde libéré des maladies infectieuses les plus meurtrières. Ainsi, la mise à disposition à grande échelle dans les pays à revenus faible et intermédiaire du Lenacapavir, traitement

préventif injectable à action prolongée, révolutionne la lutte contre le VIH et laisse entrevoir la fin de l'épidémie.

Face aux menaces de déstabilisation récurrentes que sont les pandémies, la France n'a cessé de réaffirmer son engagement en faveur de la santé mondiale. Les orientations fixées par le Conseil présidentiel pour le développement, et déclinées lors du Comité interministériel de la coopération internationale et du développement de juillet 2023, soulignent « la nécessité de renforcer la résilience face aux risques sanitaires, y compris les pandémies, en investissant dans les systèmes de santé primaires et en appuyant la formation des soignants dans les pays fragiles ».

Depuis plus de 20 ans, le Fonds mondial est un marqueur de la politique de solidarité de la France. À l'origine de la création du Fonds mondial, elle en est aujourd'hui la seconde contributrice historique et la première donatrice européenne. Cette ambition de la France de jouer un rôle de premier plan s'est notamment illustrée par l'accueil en 2019 de la 6ème conférence de reconstitution et l'engagement en 2022 de porter sa contribution à 1,6 milliards d'euros pour la période 2023-2025.

De nombreux pays ont récemment réaffirmé leur engagement auprès du Fonds mondial : l'Allemagne, l'Espagne, la Norvège, le Luxembourg, le Portugal, la Suisse, le Danemark, l'Australie et le Royaume-Uni ont déjà annoncé leur promesse de contribution pour la 8ème reconstitution des ressources du Fonds mondial. Malgré des coupes massives dans leur aide extérieure, la stratégie américaine en santé mondiale « America First Global Health Strategy », publiée en septembre 2025, replace également le Fonds mondial comme partenaire clé des États-Unis en matière de santé mondiale.

Une baisse de l'engagement français au Fonds mondial ne constituerait pas un simple ajustement budgétaire mais un signal de renoncement aux principes de solidarité et d'équité que vous défendez sur la scène internationale. Nous ne pouvons pas abandonner ce qui a été construit et investi pendant plus de 20 années par notre pays.

Sachant votre engagement permanent pour renforcer le financement et le fonctionnement du Fonds mondial, nous espérons que la contribution de la France demeurera au niveau qui est le sien aujourd'hui.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Ministre, en l'expression de notre haute considération.

Guillaume GOUFFIER VALENTE, député du Val-de-Marne

Sandrine JOSSO, députée de Loire-Atlantique

Denis FÉGNÉ, député des Hautes-Pyrénées

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Marie-Noëlle BATTISTEL, députée de l'Isère

Béatrice PIRON, députée des Yvelines

Aurélien ROUSSEAU, député des Yvelines

Céline THIÉBAULT-MARTINEZ, députée de Seine-et-Marne

Christophe MARION, député du Loir-et-Cher

Isabelle SANTIAGO, députée du Val-de-Marne

Jean-Luc FUGIT, député du Rhône

Anne-Cécile VIOLLAND, députée de Haute-Savoie

Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK, députée de Seine-Maritime

Stella DUPONT, députée du Maine-et-Loire

Julie DELPECH, députée de la Sarthe

Camille GALLIARD-MINIER, députée de l'Isère

Colette CAPDEVIELLE, députée des Pyrénées-Atlantiques

Jean-Louis ROUMEGAS, député de l'Hérault

Christine PIRÈS BEAUNE, députée du Puy-de-Dôme

Dominique POTIER, député de la Meurthe-et-Moselle

Arthur DELAPORTE, député du Calvados

Olivier FALORNI, député de la Charente-Maritime

Véronique RIOTTON, députée de Haute-Savoie

Céline CALVEZ, députée de Hauts-de-Seine

Virginie DUBY-MULLER, députée de Haute-Savoie

Karim Ben CHEÏKH, député des Français établis hors de France

Bernard JOMIER, sénateur de Paris

Olivia RICHARD, sénatrice représentant les Français établis hors de France

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Akli MELLOULI, sénateur du Val-de-Marne

Jean-Michel ARNAUD, sénateur des Hautes-Alpes

Nadia SOLLOGOUB, sénatrice de la Nièvre

Dominique VERIEN, sénatrice de l'Yonne



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Guillaume
GOUFFIER VALENTE
Député du Val-de-Marne
Secrétaire de la Commission des Lois
Vice-Président de la Délégation aux droits des femmes

A l'attention de Monsieur Roland LESCURE
Ministre de l'Économie, des Finances et de la
Souveraineté industrielle, énergétique et numérique
139 rue de Bercy
75012 Paris

Paris, le 12 novembre 2025

Monsieur le Ministre,

Le 21 novembre prochain se tiendra à Johannesburg, en marge du G20, la Conférence de clôture de la huitième reconstitution des ressources du Fonds mondial, qui vise à mobiliser 18 milliards de dollars pour la période 2026-2028 afin de sauver 23 millions de vies supplémentaires et de prévenir 400 millions d'infections entre 2027 et 2029.

À l'approche de cette échéance capitale pour l'avenir de la santé mondiale, nous, parlementaires engagés sur les questions de solidarité internationale, tenons à exprimer notre profonde inquiétude quant au niveau de contribution que la France s'apprête à annoncer.

Dans un contexte de très fortes contraintes sur les finances publiques et de réduction massive de l'aide publique au développement, nous souhaitons rappeler que le Fonds mondial est un instrument unique et efficace, qui a fait ses preuves. Dans son rapport 2025 sur les résultats, le Fonds mondial précise que depuis sa création en 2002, les nouvelles infections à VIH ont diminué de 73%, et les décès liés au sida de 82% dans les pays bénéficiaires. La protection contre le paludisme en Afrique subsaharienne a été démultipliée, bénéficiant aujourd'hui à 692 millions de personnes. En 2023, la couverture du traitement de la tuberculose dans les pays où le Fonds mondial opère s'est élevée à 75 % – le plus haut niveau à ce jour.

L'innovation s'accélère, et la huitième reconstitution des ressources du Fonds mondial est l'occasion d'affirmer des choix ambitieux permettant d'offrir aux générations futures un monde libéré des maladies infectieuses les plus meurtrières. Ainsi, la mise à disposition à

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

grande échelle dans les pays à revenus faible et intermédiaire du Lenacapavir, traitement préventif injectable à action prolongée, révolutionne la lutte contre le VIH et laisse entrevoir la fin de l'épidémie.

Depuis plus de 20 ans, le Fonds mondial est un marqueur de la politique de solidarité de la France. À l'origine de la création du Fonds mondial, elle en est aujourd'hui la seconde contributrice historique et la première donatrice européenne. En accueillant à Lyon la 6^e conférence de reconstitution, puis en décidant en 2022 de porter la contribution française à 1,6 milliard d'euros pour le cycle 2023-2025, vous aviez affirmé avec force que la France entendait demeurer en première ligne pour mettre fin aux épidémies de sida, de paludisme et de tuberculose.

De nombreux pays ont récemment réaffirmé leur engagement auprès du Fonds mondial : l'Allemagne, l'Espagne, la Norvège, le Luxembourg, le Portugal, la Suisse, le Danemark, l'Australie et le Royaume-Uni ont déjà annoncé leur promesse de contribution pour la 8^e reconstitution des ressources du Fonds mondial. Malgré des coupes massives dans leur aide extérieure, la stratégie américaine en santé mondiale « America First Global Health Strategy », publiée en septembre 2025, replace également le Fonds mondial comme partenaire clé des États-Unis en matière de santé mondiale.

Une baisse de l'engagement français au Fonds mondial ne constituerait pas un simple ajustement budgétaire mais un signal de renoncement de la France. Nous ne pouvons pas abandonner ce qui a été construit et investi pendant plus de 20 années.

Sachant votre engagement permanent pour renforcer le financement et le fonctionnement du Fonds mondial, nous espérons que la contribution de la France demeurera au niveau qui est le sien aujourd'hui.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Ministre, en l'expression de notre haute considération.

Guillaume GOUFFIER VALENTE, député du Val-de-Marne

Sandrine JOSSO, députée de Loire-Atlantique

Denis FÉGNÉ, député des Hautes-Pyrénées

Marie-Noëlle BATTISTEL, députée de l'Isère

Béatrice PIRON, députée des Yvelines

Aurélien ROUSSEAU, député des Yvelines

Céline THIÉBAULT-MARTINEZ, députée de Seine-et-Marne

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Christophe MARION, député du Loir-et-Cher

Isabelle SANTIAGO, députée du Val-de-Marne

Jean-Luc FUGIT, député du Rhône

Anne-Cécile VIOLLAND, députée de Haute-Savoie

Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK, députée de Seine-Maritime

Stella DUPONT, députée du Maine-et-Loire

Julie DELPECH, députée de la Sarthe

Camille GALLIARD-MINIER, députée de l'Isère

Colette CAPDEVIELLE, députée des Pyrénées-Atlantiques

Jean-Louis ROUMEGAS, député de l'Hérault

Christine PIRÈS BEAUNE, députée du Puy-de-Dôme

Dominique POTIER, député de la Meurthe-et-Moselle

Arthur DELAPORTE, député du Calvados

Olivier FALORNI, député de la Charente-Maritime

Véronique RIOTTON, députée de Haute-Savoie

Céline CALVEZ, députée de Hauts-de-Seine

Virginie DUBY-MULLER, députée de Haute-Savoie

Karim Ben CHEÏKH, député des Français établis hors de France

Bernard JOMIER, sénateur de Paris

Olivia RICHARD, sénatrice représentant les Français établis hors de France

Akli MELLOULI, sénateur du Val-de-Marne

Jean-Michel ARNAUD, sénateur des Hautes-Alpes

Nadia SOLLOGOUB, sénatrice de la Nièvre

Dominique VERIEN, sénatrice de l'Yonne



Guillaume
GOUFFIER VALENTE
Député du Val-de-Marne
Secrétaire de la Commission des Lois
Vice-Président de la Délégation aux droits des femmes

A l'attention de Madame Eléonore CAROIT
Ministre déléguée auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères,
chargée de la Francophonie, des Partenariats internationaux et des Français de l'étranger
Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
37 Quai d'Orsay
75007 Paris

Paris, le 12 novembre 2025

Madame la Ministre,

Le 21 novembre prochain se tiendra à Johannesburg, en marge du G20, la Conférence de clôture de la huitième reconstitution des ressources du Fonds mondial, qui vise à mobiliser 18 milliards de dollars pour la période 2026-2028 afin de sauver 23 millions de vies supplémentaires et de prévenir 400 millions d'infections entre 2027 et 2029.

À l'approche de cette échéance capitale pour l'avenir de la santé mondiale, nous, parlementaires engagés sur les questions de solidarité internationale, tenons à exprimer notre profonde inquiétude quant au niveau de contribution que la France s'apprête à annoncer.

Dans un contexte de très fortes contraintes sur les finances publiques, nous souhaitions rappeler que le Fonds mondial est un instrument unique et efficace, qui a fait ses preuves. Dans son rapport 2025 sur les résultats, le Fonds mondial précise que depuis sa création en 2002, les nouvelles infections à VIH ont diminué de 73%, et les décès liés au sida de 82% dans les pays bénéficiaires. La protection contre le paludisme en Afrique subsaharienne a été démultipliée, bénéficiant aujourd'hui à 692 millions de personnes. En 2023, la couverture du traitement de la tuberculose dans les pays où le Fonds mondial opère s'est élevée à 75 % – le plus haut niveau à ce jour.

L'innovation s'accélère, et la huitième reconstitution des ressources du Fonds mondial est l'occasion d'affirmer des choix ambitieux permettant d'offrir aux générations futures un

monde libéré des maladies infectieuses les plus meurtrières. Ainsi, la mise à disposition à grande échelle dans les pays à revenus faible et intermédiaire du Lenacapavir, traitement préventif injectable à action prolongée, révolutionne la lutte contre le VIH et laisse entrevoir la fin de l'épidémie.

Face aux menaces de déstabilisation récurrentes que sont les pandémies, la France n'a cessé de réaffirmer son engagement en faveur de la santé mondiale. Les orientations fixées par le Conseil présidentiel pour le développement, et déclinées lors du Comité interministériel de la coopération internationale et du développement de juillet 2023, soulignent « la nécessité de renforcer la résilience face aux risques sanitaires, y compris les pandémies, en investissant dans les systèmes de santé primaires et en appuyant la formation des soignants dans les pays fragiles ».

Depuis plus de 20 ans, le Fonds mondial est un marqueur de la politique de solidarité de la France. À l'origine de la création du Fonds mondial, elle en est aujourd'hui la seconde contributrice historique et la première donatrice européenne. Cette ambition de la France de jouer un rôle de premier plan s'est notamment illustrée par l'accueil en 2019 de la 6ème conférence de reconstitution et par l'engagement en 2022 de porter sa contribution à 1,6 milliards d'euros pour la période 2023-2025.

De nombreux pays ont récemment réaffirmé leur engagement auprès du Fonds mondial : l'Allemagne, l'Espagne, la Norvège, le Luxembourg, le Portugal, la Suisse, le Danemark, l'Australie et le Royaume-Uni ont déjà annoncé leur promesse de contribution pour la 8ème reconstitution des ressources du Fonds mondial. Malgré des coupes massives dans leur aide extérieure, la stratégie américaine en santé mondiale « America First Global Health Strategy », publiée en septembre 2025, replace également le Fonds mondial comme partenaire clé des États-Unis en matière de santé mondiale.

Une baisse de l'engagement français au Fonds mondial ne constituerait pas un simple ajustement budgétaire mais un signal de renoncement de la politique française de partenariats internationaux que vous défendez aujourd'hui en tant que Ministre, et pour laquelle vous vous étiez pleinement engagée lors de votre mandat de députée.

Sachant votre engagement permanent pour renforcer le financement et le fonctionnement du Fonds mondial, nous espérons que la contribution de la France demeurera au niveau qui est le sien aujourd'hui.

Nous vous prions de croire, Madame la Ministre, en l'expression de notre haute considération.

Guillaume GOUFFIER VALENTE, député du Val-de-Marne

Sandrine JOSSO, députée de Loire-Atlantique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Denis FÉGNÉ, député des Hautes-Pyrénées
Marie-Noëlle BATTISTEL, députée de l'Isère
Béatrice PIRON, députée des Yvelines
Aurélien ROUSSEAU, député des Yvelines
Céline THIÉBAULT-MARTINEZ, députée de Seine-et-Marne
Christophe MARION, député du Loir-et-Cher
Isabelle SANTIAGO, députée du Val-de-Marne
Jean-Luc FUGIT, député du Rhône
Anne-Cécile VIOLLAND, députée de Haute-Savoie
Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK, députée de Seine-Maritime
Stella DUPONT, députée du Maine-et-Loire
Julie DELPECH, députée de la Sarthe
Camille GALLIARD-MINIER, députée de l'Isère
Colette CAPDEVIELLE, députée des Pyrénées-Atlantiques
Jean-Louis ROUMEGAS, député de l'Hérault
Christine PIRÈS BEAUNE, députée du Puy-de-Dôme
Dominique POTIER, député de la Meurthe-et-Moselle
Arthur DELAPORTE, député du Calvados
Olivier FALORNI, député de la Charente-Maritime
Véronique RIOTTON, députée de Haute-Savoie
Céline CALVEZ, députée de Hauts-de-Seine
Virginie DUBY-MULLER, députée de Haute-Savoie
Karim Ben CHEÏKH, député des Français établis hors de France
Bernard JOMIER, sénateur de Paris

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Olivia RICHARD, sénatrice représentant les Français établis hors de France

Akli MELLOULI, sénateur du Val-de-Marne

Jean-Michel ARNAUD, sénateur des Hautes-Alpes

Nadia SOLLOGOUB, sénatrice de la Nièvre

Dominique VERIEN, sénatrice de l'Yonne